

A Vienne, une manifestation contre «la menace imminente» de l'extrême droite au pouvoir

Céline Béal

Craignant que le parti FPÖ d'Herbert Kickl, chargé de former un gouvernement après les élections de septembre, accède pour la première fois à la chancellerie, la société civile a organisé un grand rassemblement jeudi 9 janvier pour «mettre les partis devant leurs responsabilités».

« *Contre le racisme et le démontage social* » scande la foule en direction des pilastres baroques de la chancellerie fédérale – ou « *Dehors, les nazis* » pour les plus remontés. Au moins 25 000 personnes, selon la police, sont venues exprimer leur inquiétude, dans la soirée du jeudi 9 janvier, alors que l'extrême droite semble sur le point d'accéder, pour la première fois depuis 1945, à la tête du gouvernement autrichien. Mardi, le président de la République a en effet [c onfié à Herbert Kickl la responsabilité de chercher une majorité pour gouverner](#). Si son Parti de la Liberté, le FPÖ, a déjà participé au pouvoir en tant que parti minoritaire, il n'a jamais occupé la chancellerie dans la république alpine aux 9 millions d'habitants.

Trois mois après des législatives remportées par cet allié de Marine Le Pen en Europe (avec 29 % des suffrages), cette décision du Président est un coup de théâtre, qui résulte de l'échec, le week-end dernier, des pourparlers de coalition entre trois partis du bloc central. Opérant une volte-face, [le parti conservateur \(26,3 %\) a rapidement accepté de négocier avec Kickl](#), dans l'optique de constituer un gouvernement mené par ce dernier. Enterrant de fait le «cordon sanitaire» qui excluait l'extrême droite du pouvoir.

Test de vitalité

En formant une chaîne humaine autour de la chancellerie, les manifestants ont recréé jeudi soir ce soir un autre cordon symbolique, pour « *défendre la démocratie* » selon les organisateurs. « *Je n'aurais pas pensé me retrouver encore là aujourd'hui* », souffle Jürgen, au coude à coude avec de jeunes militants antifascistes. Ce peintre de 62 ans manifestait déjà en 1993 contre le FPÖ, qui s'engageait à l'époque à peine sur la voix du populisme moderne. «*Ils étaient précurseurs en Europe*, poursuit cet Allemand installé depuis longtemps à Vienne [.L'extrême droite a depuis progressé là-bas aussi](#), c'est donc encore plus important d'être ici, pour alerter mes compatriotes sur ce qui se passe quand le cordon sanitaire lâche.»

Associations caritatives, écologistes, catholiques, altermondialistes... Le rassemblement est une réponse à l'appel d'une trentaine d'organisations de la société civile, et un test de la vitalité pour l'opposition au FPÖ. Des centaines d'Autrichiens se sont également mobilisés à Graz, Salzbourg et Innsbruck.

Le choix de la date, un jeudi, n'est pas anodin : il fait écho aux défilés des années 2000, lorsque des membres du FPÖ avaient fait une première entrée dans un gouvernement. A l'époque, jusqu'à 125 000 personnes ont battu le pavé viennois, tous les jeudis durant cent semaines, à l'appel d'une alliance d'associations similaire. Ce soir, ceux qui ont fait le

déplacement ont le sentiment que leur pays est sur le point de franchir une nouvelle étape historique. «*La menace est imminente et telle qu'on n'en a plus connu depuis quatre-vingts ans*», estime Alexander Pollak, porte-parole de l'association anti-raciste SOS Mitmensch et figure des «jeudis». En 1945, le pays était libéré du nazisme et la Seconde République d'Autriche était proclamée.

Idéologue radical

C'est également la tête de proue actuelle du FPO qui rend le moment particulier, affirme le président du syndicat des étudiants juifs, Alon Ishay. Herbert Kickl passe pour un idéologue particulièrement radical. «*Que quelqu'un qui se veut Volkskanzler [chancelier du peuple, ndlr] comme Hitler puisse devenir chancelier, cela réveille en nous des souvenirs sombres*», témoigne-t-il. Parmi les cadres du FPO pressentis pour négocier une éventuelle coalition avec les conservateurs – les négociations doivent débuter ce vendredi –, quatre sont membres de corporations estudiantines d'inspiration pangermanique, selon le quotidien *Der Standard*. Alon Ishay rappelle qu'en 2018, un recueil de chants faisant l'apologie du nazisme était encore en circulation dans au moins une de ces corporations. «*Mettez les gaz, on peut atteindre le septième million*», cite-t-il de mémoire un des chants, une référence aux six millions de Juifs exterminés pendant la Seconde Guerre mondiale.

«*Notre but est de mettre les partis devant leurs responsabilités pour qu'ils ne contribuent pas à porter au pouvoir des personnes aux idées antidémocratiques*», résume l'organisateur Alexander Pollak. Ou, a minima, de se rassembler pour «*donner de l'espoir*» à la partie d'une population «*polarisée*» qui s'inquiète d'un possible «*tournant autoritaire*» à venir.

Ces rassemblements contre l'extrême droite auront-ils un effet politique sur la formation du gouvernement ? Herbert Kickl lui-même doit son ascension jusqu'aux portes de la chancellerie à d'autres manifestations : celles de la mouvance antivax en 2021 et 2022. C'est dans leurs cortèges que cet homme de l'ombre, qui, seul, s'était mis à critiquer la stratégie sanitaire de l'Autriche, avait pour la première fois fait l'expérience enivrante des hourras des foules. Transformées en votes dans les urnes, ces voix continuent de le porter. Ces manifestants-là étaient jusqu'à 40 000.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)